



**Vendredi
20 novembre**

Pour nous suivre :

Site internet :

<https://www.lutte-ouvriere.org>

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière
20 rue Jules Trefousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

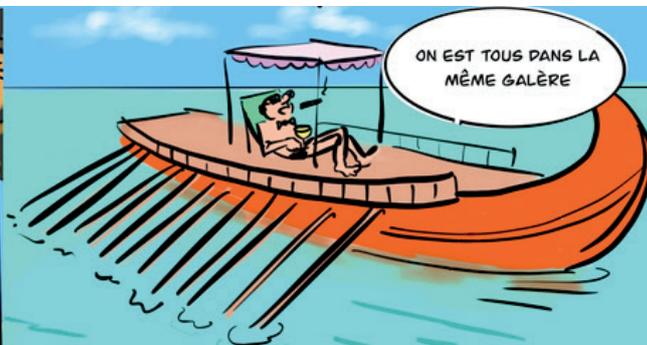
[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas
à la soutenir
financièrement.*

n° 15 - imp.spé.LO

Pandémie : non à la triple peine pour les travailleurs !



Au nom de la guerre sanitaire, le gouvernement impose de lourds sacrifices à la population. À côté de cela, nombre d'entreprises sont devenues des clusters.

À l'usine Toyota d'Onnaing, au moins 101 ouvriers ont été contaminés au mois d'octobre, conduisant l'Agence Régionale de Santé des Hauts-de-France à classer l'usine comme cluster Covid, ce que la direction de cette usine a refusé de reconnaître.

Les médias ont dénoncé une fête de 300 personnes en banlieue parisienne mais personne n'évoque ces usines qui sont de véritables nids à Covid et qui attestent de l'irresponsabilité patronale.

À l'usine Renault de Flins, des dizaines de cas sont recensés chaque semaine par les travailleurs. Comment s'en étonner ?

Sur les lignes de montage, la distanciation physique n'est pas respectée parce que les opérations nécessitent de travailler à plusieurs, en même temps ou successivement, dans chaque voiture.

Mais y-a-t-il plus de personnel pour désinfecter les postes ? Les cadences ont-elles baissé pour gérer au mieux la situation ? Y a-t-il plus de pauses pour soulager les ouvriers forcés de porter le

masque ? Bien sûr que non ! Et la situation n'est pas meilleure dans les bureaux où des salariés qui pourraient et voudraient être en télétravail sont priés d'être présents.

La grande distribution, une des grandes gagnantes du premier confinement et sans doute du second, met 100 000 salariés au chômage partiel, au prétexte de quelques rayons fermés. C'est coup double pour elle ! Ainsi elle fera trimer davantage les employés présents et, en plus, elle se fera payer une partie de leur salaire par l'État.

Pour le grand patronat, c'est le beurre et l'argent du beurre. Pour les travailleurs, entre la peur pour leur santé et pour leur emploi et leur salaire, c'est la triple peine !

Incapables de gérer efficacement cette crise, le gouvernement et le grand patronat s'en servent pour nous faire marcher au pas.

Prendre au sérieux l'épidémie, ne pas se laisser embobiner par les thèses complotistes, ne signifie ni se taire ni faire confiance.

C'est, au contraire, exprimer la conscience d'avoir à lutter tout à la fois contre le coronavirus et contre la cupidité capitaliste.

Dans notre hebdomadaire cette semaine, une page consacrée au danger des idées complotistes, en réponse au film « Hold-up », ou encore des articles contre la « loi de sécurité globale ».

Le journal est en vente auprès des militants de Lutte ouvrière, et ses articles en ligne à l'adresse : <https://journal.lutte-ouvriere.org>

Des nouvelles du conseil municipal

Le dernier conseil municipal a eu lieu le 6 novembre. Un point concernait le déménagement des Forges de Bologne dans un aspect environnemental (voir l'article ci-dessous et la vidéo sur la page Facebook Lutte ouvrière Chaumont).

Deux autres points méritaient d'intervenir : une subvention déguisée et la réfection de la basilique.

La subvention était présentée comme une adhésion à l'association "villes et villages où il fait bon vivre". Cette association a comme activité de commander un sondage à Opinion Way, et réclame 2 600 € à la Ville comme prix d'adhésion pour le droit d'utiliser son logo. Le président de cette association est un ancien communicant de Sarkozy... J'ai voté contre cette dépense qui alimente un business prétendument associatif.

Quant à la réfection de la basilique, j'ai voté pour, mais en indiquant que je souhaitais que tout le monde puisse bénéficier du bâtiment, et pas seulement l'église catholique. Car ce lieu de culte appartient à la ville, mais est utilisé par l'église, comme le prévoit la loi de 1905. Une manière de rappeler que toute loi est le résultat d'un rapport de force, et que celle de 1905 a laissé à l'église bien des avantages.

Sylvain Demay, élu « Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs »

Forges de Bologne : des ménagements... pour le patron !

Les Forges de Bologne doivent déménager pour s'installer sur la nouvelle zone industrielle "Plein-Est". Les collectivités locales subventionnent l'opération et ont créé à cet effet une société d'économie mixte pour aménager le nouveau site.

Le futur occupant des lieux ne s'est engagé qu'à les louer. Il

pourra réserver ses investissements à ce qu'il aurait de toute façon été obligé de faire : remplacer des machines vieillissantes par des outils de production plus modernes.

La situation de crise a conduit l'État à multiplier les aides directes pour le grand patronat. Mais il y a d'autres dépenses, comme ce type d'aménagements qui sont souvent le résultat d'un chantage à l'emploi.

Aux Forges aujourd'hui, la situation est inquiétante pour les salariés. Les intérimaires ont été renvoyés. Les salariés en CDI sont incités à partir, de différentes manières. Le chômage partiel « tournant » a fait que tous les salariés ont eu des pertes de

saire. Le site, qui a compté jusqu'à 800 personnes tous statuts confondus, tourne aujourd'hui avec environ 500 personnes.

Dans ce secteur où les donneurs d'ordre (Airbus, Boeing, Dassault) font la pluie et le beau temps, rien ne peut sécuriser l'emploi, et toute subvention ne peut servir qu'à assurer des profits aux plus gros. Les engagements des patrons locaux, qui changent régulièrement, n'ont aucune valeur.

Ce déménagement ne créera aucun emploi. Il sera payée avec l'argent des contribuables pour que les patrons soient un peu plus assurés de faire du profit.



GIP Haute-Marne : manne à gérer

Le GIP (Groupement d'intérêt public) de Haute-Marne, a annoncé financer une aide de 1 200 € pour les petits commerçants. Tant mieux pour eux.

Mais cela vient souligner que ce GIP a été créé pour faire accepter l'installation d'un laboratoire puis d'un centre d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure (Meuse).

Pour le financer, l'État a mis en place une taxe sur l'implantation de ce type de site nucléaire. Le produit de cette taxe est géré par des structures départementales spéciales.

Le site s'étendant sur le département de la Haute-Marne, il y a donc

un Groupement d'Intérêt Public en Haute-Marne pour gérer les 30 millions d'euros annuels.

Le simple fait qu'un tel fonds serve aussi à financer des subventions aux commerçants est révélateur. En gros on fait du lobbying pour faire avaler la pilule d'un projet d'enfouissement nucléaire.

Accessoirement ça donne aussi la possibilité à des notables locaux de passer pour des bienfaiteurs.

De l'argent pour la santé, pas pour les financiers

lutte-ouvriere.org f t

Hôpitaux : une situation critique

Dans de nombreuses structures hospitalières du département, les directions ont demandé à leurs personnels d'être présents, même positifs au Covid, tant qu'ils sont asymptomatiques. Cette décision dangereuse est le résultat du manque criant de personnel.

Une telle consigne met en évidence l'irresponsabilité de ceux qui ont décidé de ne pas accorder les moyens nécessaires aux hôpitaux.

Une politique à l'œuvre depuis des mois et même des années et qui n'a pas été arrêtée entre les deux vagues de Covid, donc entre juin et octobre.

À force de considérer que l'hôpital doit d'abord être rentable et de n'avoir rien anticipé entre les deux vagues de Covid, les autorités, gouvernement en tête, imposent des situations intenable et conduisent à des décisions plus que dangereuses.

Hôpital de Chaumont : 20 millions d'euros de déficit.

Budget du GIP 52 : 30 millions d'euros annuels.

Ne pas combler le déficit est un choix politique !